

ARRÊTÉ N° 2024/038
AUTORISANT LE DEVERSEMENT
TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE

SNCF RESEAU
23 AVENUE JULES RIMET
93200 SAINT DENIS
SIRET : 412 280 737203 75

Pour ses installations situées
8 CHEMIN LATERAL 93700 DRANCY

Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol

Coordonnées du demandeur
Monsieur Nicolas REBUFFET
nicolas.rebuffet@sncf.fr
0778025224

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique

Vu l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

Vu les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'administration du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014 qui définit les conditions et règles d'admissibilité auxquels sont soumis les déversements d'effluents directs ou indirects de la zone de collecte du SIAAP

Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 09/12/2024
- Le SIAAP en date du 03/12/2024

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

SNCF RESEAU
23 AVENUE JULES RIMET
93200 SAINT DENIS
SIRET : 412 280 737203 75

Dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure provenant du chantier de construction d'un bassin de rétention d'eaux pluviales sur le réseau unitaire territorial de l'allée Antoine Hadj à Drancy qui rejoint le réseau unitaire départemental de la rue de la Paix à Drancy puis les systèmes d'épuration du SIAAP.

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du règlement de l'assainissement Départemental du Conseil Département de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes (réseau unitaire)

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg /l)	Flux journalier maximal (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2 000 mg/l	864 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l	345,6 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	259,2 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/l	64,8 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/l	21,6 kg/j
Sulfates	400 mg/l	172,8 Kg/j
Chlorures	500 mg/l	216 kg/j

Quel que soit le réseau

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /l)	Flux journalier maximal (kg/j)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	6,48 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0,1296 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	0,0864 kg/j
Benzène	0 mg/l	0,0216 kg/j
Toluène	0,074 mg/l	0,032 kg/j
Éthylbenzène	0,150 mg/l	0,0648 kg/j
Xylène	0,050 mg/l	0,0216 kg/j
Manganèse	0,05 mg/l	0,0216 kg/j
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	0,0216 kg/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	0,0432 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,216 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,216 kg/j
Chrome total (en Cr)	0,5 mg/l	0,216 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	0,216 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	0,864 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	2,16 kg/j
AOX	1 mg/l	0,432 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)*	1 mg/l	0,432 kg/j
Trichlorométhane	0,050**	0,0216 kg/j
Tétrachloroéthylène	0,025**	0,0108 kg/j
Trichloroéthylène	0,025**	0,0108kg/j
Chlorure de Vinyle	0,025**	0,0108 kg/j
HAP	0,05 mg/l	0,0216 kg/j
PCB	0,05 mg/l	0,0216 kg/j

* A minima, somme des 13 COHV. Le résultat de chaque composé de la somme sera rendu disponible et devra rester conforme à valeur limite de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.

** Valeurs limite de l'arrêté du 02/02/1998 actuellement en vigueur.

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte. Pour les BTEX, ces valeurs s'appliquent.

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Débit horaire : 18 m³/h

Débit journalier : 432 m³/j

Durée du rejet : 1 mois

Volume prévisionnel total : 12 960 m³

Nature des rejets

Le rejet d'eaux d'exhaure est demandé dans le cadre du chantier CDG Express de la SNCF.

Plan des réseaux internes de collecte

Le rejet se fera à travers un avaloir présent sur l'allée Antoine Hadj à proximité du chantier. **Le demandeur devra prendre les dispositions nécessaires pour sécuriser le point de rejet et éviter tout déversement sur le domaine public.**

L'Etablissement devra également prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

Un compteur de débit sans remise à zéro devra être installé en amont du point de rejet.

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement indique que les eaux d'exhaure transiteront par un bac de décantation lamellaire. Ce bac devra être d'une capacité suffisante pour permettre la décantation des eaux avant rejet au réseau public.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

Le rejet est prévu pour une durée de 1 mois à partir du 6 janvier 2025.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 1 semaine au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux d'exhaure est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

Comme le prévoit l'Article 35 du règlement de service d'assainissement départemental, approuvé le 13 février 2014, ainsi que le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'Etablissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande de dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

L'EPT Paris Terres d'Envol, le Département de la Seine-Saint-Denis et le SIAAP appliqueront une redevance pour le rejet dans le réseau public. Sur la commune de Drancy, Paris Terres d'Envol applique un taux de 0,80 €/m³.

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

Le bac de décantation des eaux d'exhaure devra être vidangé et curé régulièrement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues stockées sur rétention doivent être évacuées en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Surveillance de la qualité des rejets :

Des mesures de débit, de pH et de température de l'effluent devront être effectuées journalièrement.

La durée du rejet déclarée étant d'un mois, tous les paramètres du tableau de l'article 2-B devront être analysés le premier jour du rejet puis tous les quinze jours en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition des nouveaux résultats d'analyses.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usagers@paristde.fr
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cedex	01.43.93.65.00	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr
SIAAP Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12	01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	arrete.deversement@siaap.fr
SNCF RESEAU Monsieur Nicolas REBUFFET	0778025224	nicolas.rebuffet@sncf.fr

Contrôle

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H₂S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H₂S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Hydrologie Urbaine et Environnement
Bureau Qualité des Eaux

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - pc.saphyrs@siaap.fr

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Maire de Drancy

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 17 DEC. 2024

Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois



Le rapport d'analyses SGS réf 14177845-1 du 04/11/2024 présenté dans l'annexe met en évidence que les COHV n'ont pas été analysés. Par conséquent, le SIAAP n'est pas en mesure de juger de l'admissibilité des eaux dans ses installations pour ces composés.

Il est donc attendu que l'établissement :

- Réalise un prélèvement pour l'analyse de l'ensemble des paramètres figurant à l'article 2 du présent arrêté dans les plus brefs délais, et transmette les résultats d'analyses aux gestionnaires dès réception. En cas de dépassement d'un des paramètres, le déversement devra être suspendu et un dispositif de prétraitement adéquat sera installé.
- Mette en place un programme de surveillance de la qualité des rejets tel que défini à l'article 2 et à l'article 6 du présent arrêté.

Rapport d'analyse

Page 2 sur 6

EIFFAGE Genie Civil
Julien HUARD

Projet CDGX BR2
Référence du projet CDGX BR2
Réf. du rapport 14177845 - 1

Date de commande 23-10-2024
Date de début 24-10-2024
Rapport du 04-11-2024

Code	Matrice	Réf. échantillon	
001	Eau souterraine	Etat zéro	
Analyse	Unité	Q	001
AUTRES			
température à réception	°C		3.6
pH		Q	7.6
température pour mes. pH	°C		20.4
METAUX			
filtration métaux	-		1 ¹⁾
aluminium	µg/l	Q	<100 ¹⁾
arsenic	µg/l	Q	2.9 ¹⁾
cadmium	µg/l	Q	<0.2 ¹⁾
chrome	µg/l	Q	<1 ¹⁾
Chrome (VI)	µg/l	Q	<2.5 ¹⁾
cuivre	µg/l	Q	<2 ¹⁾
mercure	µg/l	Q	<0.05 ¹⁾
plomb	µg/l	Q	<2 ¹⁾
nickel	µg/l	Q	<3 ¹⁾
étain	µg/l	Q	<2 ¹⁾
fer	µg/l	Q	<50 ¹⁾
zinc	µg/l	Q	<10 ¹⁾
COMPOSES INORGANIQUES			
fluorures	mg/l	Q	1.4
cyanure (totaux)	µg/l	Q	<2.0
phosphore (total)	mgP/l	Q	<0.15
COMPOSES AROMATIQUES VOLATILS			
benzène	µg/l	Q	<0.2 ²⁾
toluène	µg/l	Q	<0.2 ²⁾
éthylbenzène	µg/l	Q	<0.2 ²⁾
orthoxyène	µg/l	Q	<0.2 ²⁾
para- et métaoxyène	µg/l	Q	<0.2 ²⁾
xylènes	µg/l	Q	<0.40 ²⁾
BTEX totaux	µg/l	Q	<1.0 ²⁾
PHENOLS			
Indice phénol	µg/l	Q	<10
HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES			
naphtalène	µg/l	Q	<0.1
acénaphthylène	µg/l	Q	<0.1
acénaphthène	µg/l	Q	<0.1
fluorène	µg/l	Q	<0.05
phénanthrène	µg/l	Q	<0.02
anthracène	µg/l	Q	<0.02
fluoranthène	µg/l	Q	<0.02

Les analyses notées Q sont accréditées par le RvA.

Paraphe :



SGS Environmental Analytics est accréditée sous le n° L028 par le RvA (Rijks van Accreditatie), conformément aux critères des laboratoires d'analyse EN ISO/IEC 17025:2017

SGS Environmental Analytics - Succursale de SGS Nederland BV, Mileda 15 - P.O. Box 200 NL-3200 AE Spiermas - Pays-Bas. Toutes nos prestations sont réalisées selon nos Conditions Générales d'application sous le numéro RvA R028000 24228722 à la Chambre de Commerce de Rotterdam, Pays-Bas.



Rapport d'analyse

Page 3 sur 6

EIFFAGE Genie Civil
Julien HUARD

Projet CDGX BR2
Référence du projet CDGX BR2
Réf. du rapport 14177845 - 1

Date de commande 23-10-2024
Date de début 24-10-2024
Rapport du 04-11-2024

Code	Matrice	Réf. échantillon	
001	Eau souterraine	Etat zéro	
Analyse	Unité	Q	001
pyrène	µg/l	Q	<0.02
benzo(a)anthracène	µg/l	Q	<0.02
chrysène	µg/l	Q	<0.02
benzo(b)fluoranthène	µg/l	Q	<0.02
benzo(k)fluoranthène	µg/l	Q	<0.01
benzo(a)pyrène	µg/l	Q	<0.01
dibenzo(ah)anthracène	µg/l	Q	<0.02
benzo(ghi)peryène	µg/l	Q	<0.02
indéno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	Q	<0.02
Somme des HAP (10) VROM	µg/l	Q	<0.3
Somme des HAP (16) - EPA	µg/l	Q	<0.57
<i>POLYCHLOROBIPHENYLS (PCB)</i>			
PCB 28	µg/l	Q	<0.01
PCB 52	µg/l	Q	<0.01
PCB 101	µg/l	Q	<0.01
PCB 118	µg/l	Q	<0.01
PCB 138	µg/l	Q	<0.01
PCB 153	µg/l	Q	<0.01
PCB 180	µg/l	Q	<0.01
PCB totaux (7)	µg/l	Q	<0.07
AOX	mg/l	Q	0.03
<i>HYDROCARBURES TOTAUX</i>			
fraction C10-C12	µg/l		<5
fraction C12-C16	µg/l		<5
fraction C18-C21	µg/l		<5
fraction C21-C40	µg/l		<5
hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	Q	<20
<i>AUTRES ANALYSES CHIMIQUES</i>			
DBO (5 jours)	mg/l	Q	<3
DCO	mg/l	Q	<25
azote Kjeldahl	mgN/l	Q	0.6
nitrite	mg/l	Q	<0.3
nitrite	mgN/l	Q	<0.1
nitrate	mg/l	Q	10
nitrate	mgN/l	Q	2.3
matières en suspension (<2mg/l)	mg/l	Q	55
vol. d'éch. utilisé	ml		500
sulfate	mg/l	Q	100
Détergents anioniques	mg/l SABM	Q	<0.10
Détergents anioniques	mg LSF/l	Q	<0.083
calcul de l'azote total	mgN/l	Q	2.9

Les analyses notées Q sont accréditées par le RvA.

Paraphe :



SGS Environmental Analytics est accréditée jusqu'à 17/12/28 par le RvA (Raad voor Accreditatie), conformément aux critères des laboratoires d'analyse EN ISO/IEC 17025:2017.

SGS Environmental Analytics is accredited by the RvA (Raad voor Accreditatie), conforming to the criteria of the laboratories of analysis EN ISO/IEC 17025:2017.



Rapport d'analyse

Page 4 sur 6

EIFFAGE Genie Civil
Julien HUARD

Projet CDGX BR2
Référence du projet CDGX BR2
Réf. du rapport 14177845 - 1

Date de commande 23-10-2024
Date de début 24-10-2024
Rapport du 04-11-2024

Commentaire

- 1 L'aliquot de l'échantillon utilisé pour cette analyse a été filtré au laboratoire
- 2 L'échantillon livré présente un espace de tête (bouteille non remplie complètement). Ceci peut affecté la représentativité de l'échantillon.

Paraphe :



SGS Environmental Analytics est accrédité sous le n° 1028 par le RvA (Rijksmetoor Akkoord) et conformément aux critères des laboratoires d'analyse EN ISO/IEC 17025:2017

SGS Environment & Analytics - Succursale de SGS Nederland BV, Mellelaan 18 - P.O. Box 300 NL-2200 AE Soestermeer - Pays-Bas. Toutes nos prestations sont réalisées selon nos Conditions Générales enregistrées sous le numéro RvA Rotterdam 3428722 à la Chambre de Commerce de Rotterdam - Pays-Bas

Document extrait de l'étude du rabattement de nappe bassin BR2 fourni par l'Etablissement.



COMPTE RENDU BIBLIOGRAPHIQUE

5 REJET

5.1 Point de rejet

En l'absence de possibilité au rejet naturel (localisation du projet en milieu ferroviaire), le rejet sera localisé dans la rue du chemin latéral. Une convention de rejet sera établie avec le concessionnaire concerné.

5.2 Bac de décantation

Les eaux seront rejetées dans le réseau gravitairement. Le bac sera compartimenté en deux : la première partie recevra les eaux chargées en MES, puis, l'eau s'écoulera par gravité en passant par-dessus la lamelle du compartiment du bac (trop plein) pour finir dans le réseau d'exhaure. Le bac de décantation sera placé au-dessus du rejet. Ensuite, l'eau sera acheminée par un tuyau afin d'éviter toute éclaboussure.

Un curage du bassin de décantation pourra être réalisé en fonction du remplissage de ce dernier, et ce à la charge du client.

Le temps de résidence dans le bac de décantation pour un débit de 20 à 30 m³/h est estimé à 5 minutes. D'après une étude du Ministère du Québec (Goldman et al., 1986, MDDEP 1997, Musy, 1991) la vitesse de sédimentation d'une particule de sable grossier (taille de particule de 0.5 mm) sur 1 mètre de colonne d'eau est de 50 secondes pour un sable moyen (taille de particule de 0.2 mm). De ce fait, nous estimons que la taille du dispositif est adaptée au projet.

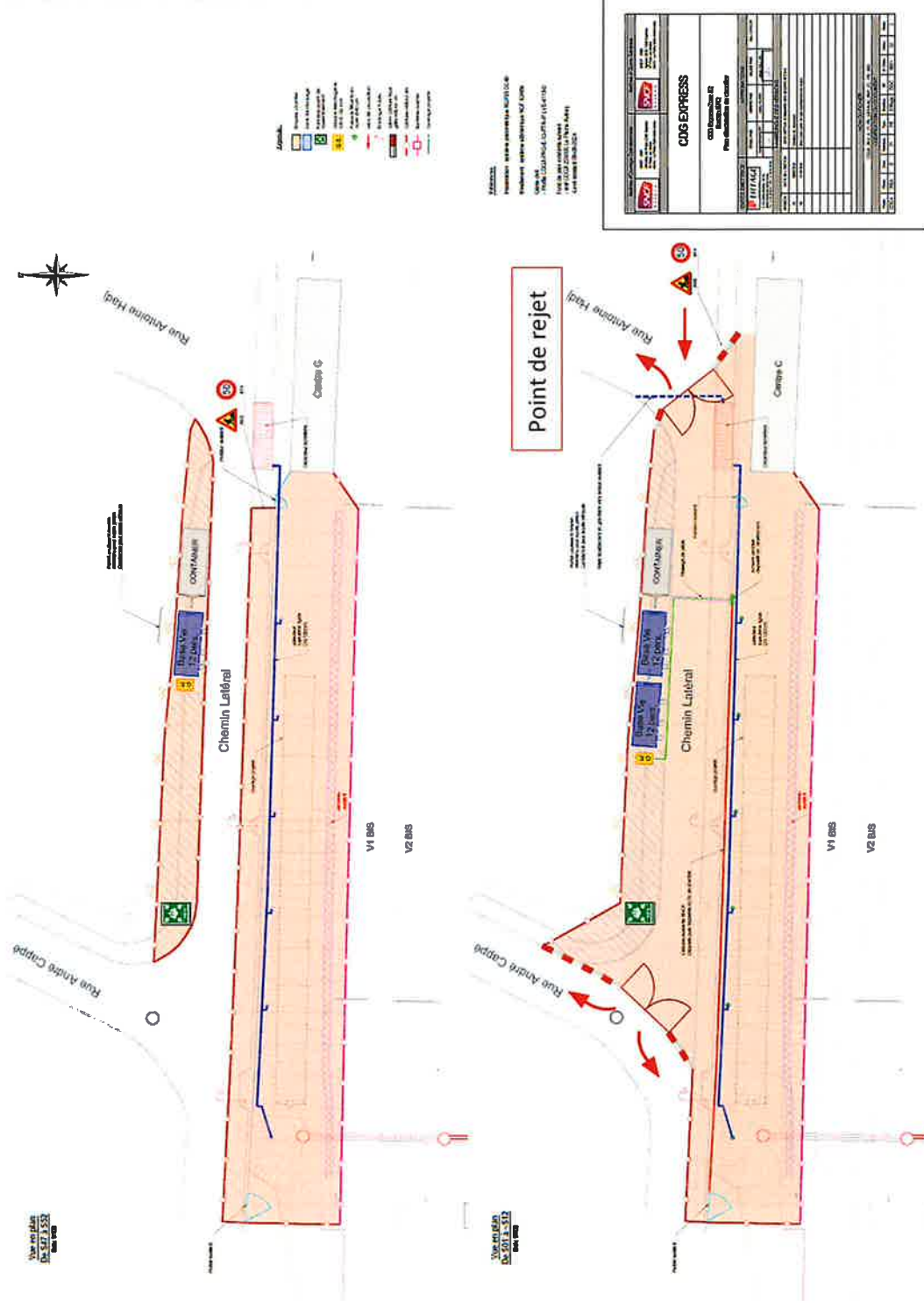


Rédigé par R. PIERRE
Le 09/10/2024
Hydrogéologue
CPGF-HORIZON

Validé par T. GAILLARD
Le 10/10/2024
Hydrogéologue
CPGF HORIZON

oooOOooo

ANNEXE III : LOCALISATION DU POINT DE REJET



ANNEXE IV –Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					